

LE TRÈS DIFFICILE COMBAT CONTRE LA CORRUPTION

Très peu de progrès, beaucoup reste à faire

Le 9 décembre prochain, la communauté internationale célébrera la Journée internationale contre la corruption dont ce sera la 5^e édition. Instaurée par les Nations unies en 2004 — une année après la signature par de nombreux pays de la Convention des Nations unies contre la corruption, dont l'Algérie —, cette journée, qui sera l'occasion de faire le bilan de l'application de cette convention, a pour slogan «Votre non compte» ! Nous publions ci-dessous le message d'Antonio Maria Costa, directeur exécutif de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime à l'occasion de cette célébration.



Le message du secrétaire général de l'UNODC

« La corruption n'est pas une force diffuse, impersonnelle et inévitable. C'est une infraction commise par des individus qui décident de violer les règles à leur profit. Dans le cas des pots-de-vin, il y a deux coupables — la personne qui le propose, et celle qui l'accepte. Pour prévenir cet acte criminel, un mot suffit : «Non.» Le thème de la journée anticorruption 2008 est «Votre non compte». Si quelqu'un vous

demande une petite contribution — autrement dit un pot-de-vin — pour faciliter une démarche, dites simplement «non». Si quelqu'un vous propose un pot-de-vin pour que vous fassiez quelque chose, refusez-le. Dire «non» peut paraître insignifiant, mais c'est ce qui fait toute la différence. C'est le moyen d'arrêter la gangrène d'une culture de la malhonnêteté. C'est le moyen d'empêcher l'escroquerie, l'abus de pouvoir, et même de

sauver des vies. Votre «non» compte. Votre «non» compte lorsque vous votez contre des politiciens corrompus, évitez les entreprises malhonnêtes, ou dénoncez les abus sur le lieu de travail.

Agents publics, votre «non» compte lorsque vous refusez des pots-de-vin à des individus qui cherchent à user de votre influence et de vos contacts.

Juges, votre «non» compte lorsque vous refusez un pot-de-vin pour détourner le cours de la justice.

Enseignants et parents, expliquez aux enfants comment leur «non» compte, pour que les générations futures ne montrent aucune tolérance envers la corruption.

Organes de lutte contre la corruption, votre «non» devrait se faire entendre plus fort que les autres pour aider les sociétés à renforcer l'intégrité et prévenir la corruption.

Les gouvernements doivent

doter ces organes de l'indépendance et des ressources qui leur permettent de dire «non» plus souvent.

Banques, dites «non» au blanchiment du produit du crime ou à l'hébergement d'avares volés. L'Initiative pour la restitution des avoirs volés, lancée cette année par la Banque mondiale et l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime, aidera les gouvernements à réduire le risque de vol de leurs avoirs, et aidera les individus à récupérer leur argent.

Ainsi, nous pouvons tous dire «non» aux kleptocrates qui pensent pouvoir s'en tirer en pillant les richesses de leur pays.

Ce sont là des actes de courage et d'intégrité que chacun peut accomplir pour arrêter la corruption.

La prochaine fois que quelqu'un essaiera de vous acheter, n'oubliez pas que votre «non» compte.»

Points saillants d'une convention pas comme les autres

En décembre 2005, la Convention des Nations unies contre la corruption est devenue le premier accord mondial juridiquement contraignant de lutte contre la corruption.

● **Prévention.** Ce chapitre prévoit des mesures de grande portée visant à la fois le secteur public et le secteur privé, comprenant des mesures types telles que la création d'organes anticorruption et l'amélioration de la transparence du financement des élections, des mesures concernant les droits des citoyens et la participation de la société civile à la sensibilisation à la corruption et aux moyens de la combattre.

● **Incrimination.** La convention impose aux pays d'incriminer de nombreux actes tels que la corruption d'agents publics, la

soustraction de fonds publics, le blanchiment d'argent et l'entrave au bon fonctionnement de la justice.

Elle recommande aussi l'incrimination d'autres actes, comme le trafic d'influence.

Elle encourage la coopération entre les services de détection et de répression, la protection des témoins et la levée du secret bancaire en tant qu'obstacle aux poursuites judiciaires.

● **Coopération internationale.** Les délinquants ne peuvent plus fuir leur pays sans craindre d'être poursuivis. La convention prévoit une entraide judiciaire pour le recueil et la communication d'éléments de preuve nécessaires aux tribunaux et à l'extradition de délinquants.

Les pays sont également tenus de faci-

liser la localisation, le gel et la confiscation du produit de la corruption.

● **Recouvrement d'avares.**

Franchissant un pas important, les pays sont convenus que le recouvrement des avoirs était un «principe fondamental de la convention».

Repérer et recouvrer des avoirs volés est un véritable défi, qui revêt une importance particulière dans de nombreux pays en développement, où de hauts fonctionnaires corrompus ont détourné des ressources publiques bien nécessaires.

● **Mécanismes d'application.** Une conférence des États-parties a été instituée pour superviser l'application de la convention.

L'ALGÉRIE TOURNE LE DOS À LA CONVENTION DES NATIONS UNIES CONTRE LA CORRUPTION

La signature de 2003 et la ratification de 2004 aux oubliettes

Le gouvernement algérien, encore une fois, ne célébrera pas cette année le 9 décembre, Journée internationale contre la corruption. Non pas parce que ce sera la 2^e journée de la fête de l'Aïd el Adha, mais parce qu'en fait il n'a jamais eu le moindre soupçon de volonté politique de lutter contre la corruption. Comme il ne l'a pas fait depuis l'instauration de cette journée en 2004.

L'Algérie est pourtant membre des Nations unies, et cette journée a été instaurée par les Nations unies. Et dans un

certain sens, il a un peu «raison» de ne pas la célébrer, car il n'a aucun bilan à présenter de l'application de la Convention des Nations unies contre la corruption.

Les preuves de ce bilan désastreux — en 5 longues années d'existence de cette convention — sont irréfutables : la loi du 20 février 2006 de prévention et de lutte contre la corruption, même très insuffisante, est inappliquée à ce jour ; le processus de déclaration de patrimoine des agents publics (hauts fonctionnaires et

élus) n'a jamais été effectif ; et plus grave encore, l'agence gouvernementale de lutte contre la corruption, créée par décret présidentiel le 22 novembre 2006, n'a toujours pas été mise en place !

Comme ils l'ont toujours fait depuis 2004, des Algériens de la société civile célébreront cette journée, avec très peu de moyens et beaucoup d'hostilité des pouvoirs publics.

Leur «non» à la corruption compte !

Djilali Hadjadj

DÉVELOPPEMENT,
ÉTAT DE DROIT,
DÉMOCRATIE,
INVESTISSEMENTS
ET STABILITÉ

La lutte contre la corruption permet le développement économique et social. Les entreprises, petites et grandes, ont plus de chances de survivre si elles n'ont pas à payer le tribut de la corruption. Elle attire les investissements nationaux et internationaux. On investit plus volontiers dans les pays où les capitaux ne risquent pas d'aller remplir les poches de fonctionnaires corrompus. Elle renforce la démocratie. Les gouvernements qui combattent avec succès la corruption jouissent d'une bien plus grande légitimité aux yeux de la population, ce qui favorise la stabilité et la confiance. La lutte contre la corruption contribue à instaurer l'Etat de droit. Les citoyens et les entreprises ont confiance dans la capacité de leurs institutions juridiques à régler les différends équitablement et honnêtement, et à protéger les droits fondamentaux, comme elle limite l'impact de la criminalité organisée, des drogues illicites, de la traite et du terrorisme.